

# **CERCLE TURGOT**

**Projet de compte-rendu du déjeuner-débat du 31 janvier 2011**

**Avec Monsieur Jean-François COPÉ, Secrétaire Général de l'UMP**

**Sur le thème :**

**Les défis à relever pour assurer la compétitivité de la France**

« Vous avez créé un conseil des clubs des « think tanks » auquel vous nous avez conviés. Nous vous en remercions pour la reconnaissance de notre capacité à proposer ses solutions » introduit le Président Jean-Louis CHAMBON.

« M. le Ministre, vous faites l'actualité. Nous vous accueillons le plus chaleureusement ».

Après avoir excusé le Président Jacques-Henri DAVID, empêché car retenu en Asie, le Président Jean-Louis CHAMBON remercie vivement les invités du Cercle Turgot.

« Le Cercle est un lieu de réflexions et de propositions. Je tiens à rappeler son attachement à un esprit de neutralité, principe commun à notre Cercle. Il fera paraître dans les prochains jours son dernier ouvrage qui a pour titre "RIGUEUR OU RELANCE ? Le dilemme de Buridan ou la politique économique face à la dette" ».

Jean-François COPÉ remercie le Président Jean-Louis CHAMBON et se dit honoré de sa présence en ce lieu prestigieux où il est convié à intervenir.

Il précise en outre qu' «entre les fusils et les trophées qui nous entourent, voilà bien un excellent endroit pour parler l'esprit de conquête ».

Il souhaite une discussion libre et recueillera nos avis pour la relance de notre pays.

« Les temps ont changé, je souhaite m'appuyer bien plus que par le passé sur des personnes disposant d'une tranche de vie, de surcroît dans les environnements mondialisés et porteurs au surplus d'un message plus large que ceux habituellement entendus. Il sera ainsi plus aisé d'agir de façon originale et le faire sans langue de bois.

Ce que les français attendent c'est qu'on leur dise la vérité, précisément pour élaborer des scénarios pour l'avenir. Nous avons des valeurs, il ne faut pas avoir peur de les afficher et ainsi les assumer de même que nos idées pour porter un projet cohérent.

La grande première est que nous ne conduirons pas notre programme électoral avec cinq énarques dans un bureau parisien. On consulte et on s'appuie sur des experts.

Je veux vous parler aujourd'hui d'une nouvelle politique économique pour la France axée d'abord sur la recherche de compétitivité.

Nous disposons d'un socle de valeurs, et souhaitons faire travailler les clubs, les « think tanks » et les militants, les français en ont assez de ne pas savoir où on va.

Pour la première fois depuis des siècles, ce n'est plus l'Occident qui porte la dynamique mondiale.

En 2010, les pays non membres de l'OCDE ont créé plus de richesses que ceux de l'OCDE.

Au premier trimestre 2010, la richesse produite par la Chine est pour la première fois supérieure à celle du Japon.

Dans ce contexte, quelle place pour l'Europe face au G2 Chine/USA.

Si nous sommes capables de construire une force franco-allemande, nous mettrons en place un socle robuste.

La compétitivité de la France est le principal sujet. Il se résume à trois mots clés :

- courage
- rassemblement
- ouverture au monde

**Le courage** : s'agissant de notre modèle de croissance, il faut accepter de faire le constat que si nous pensons le poursuivre et le financer par plus de déficits publics, c'est l'impasse.

Il conviendra donc de le financer par plus de travail.

Sur les 22 milliards d'allègement de charges, le constat est que :

- 6 milliards sont affectés pour les bas salaires
- 12 milliards pour le « travailler moins »
- 4 milliards pour le travailler plus

Par conséquent, 16 milliards partent dès le premier janvier de l'année pour financer le travail.

Les niches fiscales : elles ont été créées pour favoriser le travail.

Nous sommes moins dotés en matières premières que d'autres régions du monde.

Le courage consiste à reconnaître que nous devons transformer notre rapport au travail. Nous devons dès lors combiner travailler plus avec travailler mieux.

La question du déclassement du travail est d'abord liée au manque de considération et de reconnaissance et à des méthodes de management parfois dépassées.

**Le rassemblement** :

- Eviter l'opposition des riches contre les pauvres.
- Le débat sur l'identité nationale appelle un pacte de rassemblement.
- Le service civique.
- Combiner réussite individuelle et réussite collective.

Une réponse consiste en un affectio societatis pour le pays.

## **L'ouverture au monde :**

En France, on parle peu anglais et cela se traduit par un frein dans la communication avec le reste du monde.

Sur cette base, l'idée est de proposer aux français un nouveau modèle de croissance.

### **1<sup>er</sup> axe :**

L'Allemagne a un modèle de croissance qui n'est pas fondé que sur la consommation comme en France, mais s'articule sur l'investissement, l'exportation et l'innovation, donc sur une croissance externe.

Ceci lui permet de profiter de la forte croissance mondiale au lieu de pâtir de la mondialisation. Il s'ensuit donc d'énormes profits de la balance commerciale.

Il faut par rapport à ce constat établir un modèle plus efficace pour aller chercher des marchés et des devises chez les autres partenaires en vendant davantage de nos produits et de nos services.

Il convient donc de prévoir un système entrepreneurial approprié (entreprises moyennes et ETI) pour les cinq années qui viennent.

### **2<sup>ème</sup> axe :**

Il faut reconsidérer la question des 35 heures et des R.T.T.

Il faut rendre le travail plus accessible en abaissant son coût et en faisant du C.D.I. une norme et non un privilège uniquement accessible à une élite qualifiée et expérimentée.

Il faut que le travail coûte moins cher et que la protection sociale universelle soit assurée par un financement auquel chacun contribue et pas seulement les salariés.

### **La question de la T.V.A. :**

La T.V.A. anti-délocalisations est une piste intéressante qui permet d'alléger le coût du travail tout en faisant contribuer les importations au financement de notre système social.

De même qu'un transfert des cotisations sociales vers la CSG qui, fusionnées avec l'impôt sur le revenu, pourraient permettre de supprimer la part maladie des cotisations salariales et les alléger sensiblement sur la part patronale.

### **Dernier point : la question du mental :**

Il convient de poser la question de manière très directe, la France n'est pas une île.

La question essentielle est de savoir si nous avons envie de gagner ensemble, quelles que soient les considérations politiques, religieuses ou autres.

Pour ce faire, il faut démarrer dès maintenant ces orientations et les enrichir ».

Jean-François COPÉ propose à l'assemblée que nous en débattions et souligne son attachement au fait que les « think tanks » gardent leur indépendance de vue mais que néanmoins les politiques et le Président de la République puissent s'en inspirer.

## LE DÉBAT

- Philippe JURGENSEN introduit une question sur la réforme de la fiscalité. Il précise à ce propos qu'en matière de T.V.A. les allemands ont eu recours à son augmentation et que les anglais s'apprêtent à en faire autant. Il s'avère que cette mesure est difficile à instaurer en France alors que ce serait le seul impôt au demeurant le moins douloureux pour les français.

Il demande en outre à Jean-François COPÉ son avis sur une approche de nature à encourager l'épargne liquide.

- François DROUIN demande à Jean-François COPÉ, s'agissant des PME, ce qu'il pense de la création de PME françaises s'inspirant du modèle allemand de « Mittelstand » ?

A ces questions, Jean-François COPÉ répond qu'il est un fervent militant de l'augmentation de la T.V.A et souhaite à ce propos faire œuvre de pédagogie.

Dans le domaine fiscal, il est facile de dire que l'on fait payer par les pauvres la fortune des riches, la T.V.A généralisée étant perçue comme un impôt supplémentaire affectant les pauvres.

Un pays dont le poids des dépenses sociales est de l'ordre de 30 % rapportées au P.I.B, cela n'est pas fréquent et c'est pourtant la situation de la France.

Il convient donc de faire preuve de pédagogie en la matière et à titre illustratif la T.V.A impacte les produits chinois quand ils les vendent sur le territoire français.

En fait, l'affaire de la T.V.A est un véritable changement de fond. Je suis à titre personnel militant de cette thèse et suis engagé dans une démarche en ce sens pour convaincre mon camp.

Le vote récent des retraites me rend confiant car le projet a été négocié avec les syndicats dans une approche gagnant/gagnant, hormis la question de la grève des raffineries et celle des lycéens.

S'agissant de la deuxième question sur l'épargne liquide, il convient à ce propos de reconsidérer notre superstructure entrepreneuriale.

A cet égard, il faudra diversifier les sources de financement, notamment les financements bancaires.

La politique fiscale vers les entreprises de petite taille et de taille moyenne doit être mieux orientée et en la matière les conseils des « think tanks » seront d'un apport utile.

S'agissant des relations entre les grands groupes et les petites entreprises, notre pratique dans le domaine du luxe est à ce titre exemplaire.

Il convient dès lors d'œuvrer pour que les jeunes diplômés des grandes écoles soient moins arc-boutés sur les seules fonctions offertes par les grands groupes.

Les motivations doivent être développées chez eux pour rejoindre des entreprises de taille modeste et en assurer le développement.

- Hervé de CARMOY souligne que, revenant d'Israël, de Singapour et d'Allemagne, il voit une autre dimension à ces préoccupations, à savoir le lien nécessaire avec les universités.  
Une association regroupant les universités, les banques et les entreprises lui semble capitale car on observe dans les faits qu'il y a de moins en moins de banquiers pour financer les PME.  
Cette association de l'argent, de la recherche et de l'entrepreneur implique en effet une toute autre manière de travailler.
- M. GRUFFAT fait observer que l'on sort trop tôt sur le marché du travail.  
L'attachement des cadres aux R.T.T dans l'entreprise doit être bien pris en compte.  
S'agissant de la fiscalité, il fait également observer que les français ont pris conscience de la question de la dette, et plus spécifiquement de la dette publique.  
L'idée que cette dette publique est un vrai sujet, l'est tout autant que la fiscalité dans sa considérable instabilité pour le monde économique.

A cela, Jean-François COPÉ évoque la question des 35 heures et rappelle que quand on fait le choix de la politique, la reconnaissance des électeurs n'est pas une affaire acquise. L'exemple des grands anciens, tels Churchill, de Gaulle et autres ... est éclairant à ce propos.

Il est manifeste d'observer que, notamment dans la gestion du secteur hospitalier, les RTT sont un réel facteur de dysfonctionnement.

Il convient pour le pays de dire la vérité mais également d'apparaître protecteur.

Il faut donc sur ce sujet un débat de fond, tout en gardant à l'esprit que le peuple est souverain, cependant il s'agit d'éviter d'être perdant dans notre positionnement à l'échelle mondiale.

J'observe que la quasi-totalité des universités ont aujourd'hui leurs orientations et leurs projets.

J'observe également que les banques qui ont des encours de dettes importants refusent de prêter, mais rappelons-nous que le premier métier des banques est de financer l'économie.

Il conviendrait en définitive d'envisager d'avoir recours à des financements non bancaires et cela est vraiment dommage.

- Christian DUVILLET souligne qu'à son sens il n'y a pas d'autre solution que la T.V.A. pour sortir de l'ornière budgétaire et sauver le pays.

Jean-François COPÉ fait remarquer que les banques françaises ont plutôt bien passé la crise et accompagné pour l'essentiel les entreprises françaises.

Cependant, le vrai problème se situe au niveau du financement des petites entreprises et le démarrage de leurs activités.

Le ratio des difficultés avec les entreprises est inférieur à 3 %.

Pour ce qui concerne la liquidité, il est regrettable qu'une part importante de la collecte de l'épargne ne soit pas recyclée dans l'économie française.

- Selon William NAHUM, les banques n'ont pas pleinement joué le jeu et ont encore un problème pour assumer leur rôle dans le financement d'accompagnement des projets. Trop de chefs d'agences bancaires se comportent comme des notaires ...

Jean-François COPÉ précise que dans ce contexte on ne peut pas seulement défendre les banques. A ce propos, on observe qu'en Allemagne la culture sur ce sujet est très différente.

- Michel BON souligne qu'il faut relier la réussite individuelle et la réussite collective et il demande à M. COPÉ comment il envisage de faire fonctionner ce mécanisme.

La réponse de Jean-François COPÉ est qu'il n'y a malheureusement pas dans la culture française un regard suffisamment apaisé sur le fait de gagner de l'argent et de s'enrichir.

Tant que ce sujet ne sera pas réglé, il y aura un frein sur une réelle croissance du PIB.

On observe le déclassement de nombreuses professions, à l'instar des journalistes, médecins...

Est-on capables de faire un lien entre la réussite individuelle et celle du pays ?

La réponse est que la réussite individuelle dépend aussi de la qualité des infrastructures du pays (professeurs, médecins ...).

Il faut en effet se sortir de certains schémas et en la matière la réussite passe beaucoup par le prisme éducatif.

- Patrick COMBES fait le constat qu'à Davos le G8 représente plus de 58 % du PIB mondial, même si les Etats-Unis sont aujourd'hui dans une situation délicate. Il questionne M. COPÉ sur la nature de la stratégie qu'il convient demain d'adopter pour la France.

Pour Jean-François COPÉ les français seraient éclairés s'ils voyaient ce qui se passe en Chine, à Singapour ou ailleurs.

Sortir la France de l'ornière est aussi une question de management mais aussi de considérations qui relèvent du bon sens et qui doivent être exprimées.

- Jean-Marc SYLVESTRE interroge Jean-François COPÉ sur la position de l'UMP sur le rapprochement en Europe, sur la succession de M. TRICHET à la BCE et sur ce qu'il pense de ce qui se passe au FMI.

Jean-François COPÉ répond qu'à l'ONU on ne parle pas d'économie, n'y sont évoquées que des questions de diplomatie et de guerre.

S'agissant de la question des successions au FMI et à la BCE, les choix qui seront opérés seront nécessairement les bons choix.

- Mme BELLONNE évoque le fait que dans le secteur agro-alimentaire les entreprises sont conduites à acheter les matières premières plus chères et vendre dans le même temps moins cher, au vu des recommandations gouvernementales. Ce secteur se trouvant en quelque sorte écrasé entre les mors de l'étai. En un an, les cours du café ont augmenté de 40 %, le cours du saumon de 30 %.

Comment faut-il faire face à une telle augmentation des coûts ?

Jean-François COPÉ répond que cette question est atrocement compliquée. Le rapport s'établit dans un jeu subtil mais la réponse est de nature macro-économique pour sortir de cette situation malthusienne.

\*  
\*     \*

Au terme de son intervention, Jean-François COPÉ est accueilli par le président Jean-Louis CHAMBON en qualité de membre d'honneur du Cercle Turgot.